

climat mardi 11 décembre 2012

## Après Doha, la négociation est affaiblie

Laurence Caramel doha Le Monde

Absence d'engagements, dérive sur la forme: le processus devra être renforcé pour arriver à un accord en 2015 à Paris, la France s'étant portée candidate à l'organisation de la conférence

### Publicité

Les négociations sur le climat se sont finalement achevées sur un accord a minima, samedi à Doha, après avoir joué les prolongations pendant vingt-quatre heures. Ce bilan, qu'aucun pays n'a osé juger satisfaisant, est préoccupant à double titre. Sur le fond, il confirme le manque de volonté politique d'agir avec détermination pour lutter contre le réchauffement. Sur la forme, il traduit une dérive dans la conduite de cette échéance annuelle, alors que la confiance sera une condition importante dans la construction de l'accord mondial qui doit être scellé en 2015.

Pour ne pas sortir de Doha les mains vides, le président de la conférence, le vice-premier ministre du Qatar, Abdullah al-Attiyah, a choisi de passer en force, bousculant de façon grossière quatre pays: l'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie. Cette dernière s'exposait davantage par solidarité que pour son propre compte: les trois pays de l'ex-bloc soviétique font partie des Etats qui s'engagent dans la seconde période du Protocole de Kyoto, qui débutera le 1er janvier. Ils risquent d'être pénalisés par les nouvelles règles d'utilisation des crédits carbone hérités de la première période, cet «air chaud» qui a tant agité la conférence de Doha. De l'aveu de plusieurs négociateurs, le travail habituel de consultation, destiné à désamorcer les conflits, n'a pas été mené. Les pays en question ont été mis au pied du mur au dernier moment.

### «Apparent consensus»

La prolongation de la conférence vingt-quatre heures après la clôture officielle, si elle ne suscite, en apparence, qu'un problème de billets d'avion ou de chambres d'hôtel, modifie les rapports de force au détriment de ceux qui ont le moins de moyens pour peser dans les discussions. Samedi après-midi, lorsque Abdullah al-Attiyah a convoqué la séance plénière pour l'adoption de son texte, il n'y avait plus, à Doha, que cinq ministres africains sur cinquante-quatre, et les négociateurs étaient de moins en moins nombreux.

A la décharge des hôtes qataris, ce n'est pas la première fois que cela se produit. Depuis Copenhague en 2009, c'est même devenu une habitude. Ou une «méthode entre le secrétariat de la Convention et la présidence pour arracher un apparent consensus», selon un délégué africain.